

NOTRE CAUSE

Notre cause s'inscrit dans le droit fil de l'achèvement de la décolonisation, parce que, malgré la loi d'assimilation, votée en 1946, le peuple martiniquais n'a pas trouvé son compte : la Martinique demeure un territoire dominé politiquement, exploité économiquement, occupé militairement, aliéné culturellement et entravé par la volonté libre échangiste européenne qui bannit toute idée de protection durable de notre économie insulaire.

Notre combat se trouve donc à la confluence de deux démarches à savoir :

- d'une part achever la décolonisation, s'affranchir d'un pouvoir ethnocentrique pour enfin accéder à la responsabilité de nos affaires
- d'autre part rechercher un modèle sociétal qui place l'humain au centre de toutes ses préoccupations, où l'éducation, la formation, la justice sociale, la solidarité se retrouvent moteurs de notre développement.

Car comment concevoir que nous qui sommes nés de la géhenne puissions reproduire une société inégalitaire, où la seule recherche du profit serait la seule donne de notre histoire?

Voilà donc le sens de notre lutte politique.

La question de l'émancipation , de la domiciliation de responsabilité

Est-ce à dire que nous nous enfermons dans le passé, dans un combat anachronique ?

Oh que non ! Nous avançons avec notre temps et tenons compte de ce que le monde change chaque jour, que nous devons adapter nos formes de lutte et fixer les objectifs à atteindre en fonction des gains engrangés par notre combat permanent et des opportunités que les luttes mondiales nous ouvrent.

Nous ne sommes pas restés les bras ballants, depuis la déportation, les résistances se sont fait jour et nous en sommes héritiers et comptables.

Nous n'avons pas renoncé à la quête d'indépendance, même si nous savons qu'elle n'est pas immédiatement à portée de main, et qu'elle doit recueillir le consentement du peuple, patiemment pas à pas, le regard fixé sur la boussole, pour ne pas s'égarer en chemin. Nous avançons résolument vers la responsabilité.

Quand nous avons de nouveau, décidé, vingt ans après la candidature « la parole au peuple », en 1993, de nous présenter aux élections nationales françaises, sans pour autant aller jusqu'à aider à choisir un président pour les Français, c'est qu'après analyse, nous avons compris que le moment était venu, que le peuple martiniquais était prêt à faire un pas avec nous sur la longue route

de la responsabilité. Alfred MARIE-JEANNE a pu lancer ce **slogan qui résume bien notre philosophie « le MIM propose le peuple dispose ! »**

Aux yeux du gouvernement français, nous avons été reconnus comme des dirigeants du peuple martiniquais. Par la déclaration de Basse Terre nous avons pu convaincre nos voisins et amis de la Guadeloupe et de la Guyane et nous avons permis à Jacques. Chirac d'ouvrir une porte dans les murs de la forteresse coloniale.

En 2003, la constitution française a été réécrite, « la France n'est plus une république une et indivisible ». Notre volonté s'est frayée un chemin. Les Outremer peuvent évoluer à la carte.

Le seul consentement des peuples concernés suffit à ouvrir la voie de l'émancipation, au rythme choisi, sans guerre, sans brouille, avec un positionnement du curseur des interdépendances au niveau choisi.

Aujourd'hui, l'idée d'indépendance ne peut s'exprimer comme en 1804 ou en 1960 : la globalisation de l'économie mondiale a fait reculer les frontières de l'Etat Nation pour jeter dans les interdépendances des parts de plus en plus grandes de souveraineté. Malgré tout, la question nationale est inhérente à la notion de peuple, et toutes les tentatives d'assimilation sont inéluctablement vouées à l'échec sur le long terme, tout rapport d'altérité pose la question de la reconnaissance de l'autre.

En ce qui nous concerne, nous avons tiré toutes les conséquences, nous ne sommes pas dans la posture, nous sommes dans l'action responsable, celle qui ménage les intérêts du peuple martiniquais, qui lui donne les moyens de son émancipation.

La question sociétale :

Loin de mener vers des lendemains incertains, nous nous sommes toujours attachés à faire peuple, **tous Martiniquais**, et à élargir le champ de nos possibles, tout en ayant à cœur de préserver les conquêtes gagnées de haute lutte souvent au prix de nos vies.

Nous voulons domicilier des espaces de souveraineté de plus en plus large tout en améliorant notre niveau de vie.

C'est le choix que nous avons fait : spécialiser la Martinique dans des spéculations à forte valeur ajoutée sur des productions de niche.

Nous voulons dans tous les domaines, autant que faire se peut, viser l'excellence sinon la labellisation et rechercher le client solvable partout dans le monde.

Choix que nous avons déclinés dans les principaux secteurs de l'économie :

- Agriculture avec le pôle agro-transformation du PARM

Là il s'agissait de porter sur chacune de nos productions la plus forte valeur ajoutée : production animale, végétale, produits de la mer.

- Agriculture toujours avec l'amélioration des conditions de travail par l'extension des périmètres irrigués, le développement de

nouvelles spéculations riches en valeur ajoutée comme le cacao, le café, les cultures maraîchères, les plantes aromatiques

- Tourisme et hôtellerie : rester dans les standards internationaux et autant que possible se positionner dans le haut de la gamme autour d'un tourisme patrimonial.

- Désenclavement numérique avec le haut débit pour tous car nous devons prendre toute notre part dans l'économie du 21ème siècle.

- Désenclavement du ciel pour briser la saisonnalité trop accentuée et diversifier nos flux de clientèle touristique.

- Mutation des transports avec la création d'un vrai réseau de transport public multimodal de passagers avec périmètre unique et une autorité organisatrice unique.

Bien entendu, rien de tout cela ne peut se faire que si l'éducation, la formation, l'employabilité de l'homme martiniquais, de la femme martiniquaise sont érigés en priorités absolues.